



THALES Avionics

COMMUNIQUE de PRESSE



Union fédérale des
ingénieurs, cadres et
techniciens de la CGT

Un mois après avoir mis en œuvre un plan d'économie au prétexte d'une situation dégradée dans l'Aéronautique, le climat général sert à dramatiser la réalité et permet d'accélérer ainsi des mesures antisociales pour tenter d'accroître la **profitabilité au détriment de l'emploi en France**.

Contrairement aux affirmations du discours ambiant, l'industrie aéronautique et spatiale n'est pas en crise : pas de crise de débouché, pas de surcapacités industrielles ou de surproduction, mais au contraire des insuffisances d'investissement pour répondre efficacement aux carnets de commandes qui atteignent des sommets inégalés : +18% pour EADS en 2008 avec un chiffre d'affaires en hausse de 11%.

Haro sur les salariés intérimaires ou sous contrat temporaire, les emplois vacances.

Haro sur les acquis sociaux ; d'abord la prise de congé à la carte. Demain les jours de R.T.T. Le travail en équipes, des samedi et dimanche, la mobilité.

Un coup d'accélérateur vient d'être mis sur les restructurations envisagées il y a un an.

Ainsi ce sont 180 postes qui sont concernés en 3 ans sur les établissements de Meudon et du Haillan. 3 années pour opérer un transfert de connaissances, de savoir-faire pour 80 postes vers Vendôme et 74 vers Singapour.

La C.G.T. se déclare fermement opposée à ces actions qui, sous couvert d'adaptations industrielles, graves pour le devenir de Thales Avionics et de l'ensemble de ses sites, visent à obtenir des conditions de production au moindre coût. Il s'agit d'une délocalisation des profits et d'évasion fiscale opérée par Thales dont le principal actionnaire est l'Etat. Dans ces conditions, le recours à une GAE (Gestion Active de l'Emploi) est inopportune.

Outre l'argument de la zone Dollar avancé par la Direction, il est à noter que Singapour est un paradis fiscal avec :

Impôt sur les sociétés à 18 % (au lieu de 33%)

Pas de taxe sur les produits destinés à l'exportation (ce qui signifie TVA 0 %)

D'importantes facilités d'installation de la part de Singapour.

Qui peut être aujourd'hui rassuré sur la vocation des centres de développement desquels seront exclues les activités de production. De même, ne subsisteront en France, que les activités dédiées aux technologies critiques telles que les centrales inertielles, viseurs, capteurs.

Ce sont deux sites qui seront désormais considérés comme des pôles de production : Vendôme et Singapour.

La voie est toute tracée : C'est l'abandon total de la production en France pour la transférer tant à Singapour qu'en Pologne, au Maroc, etc.

La concentration des productions sur le même site a pour objectif évident la revente de ces activités. Vendôme serait redéployé par métiers et non plus par ligne de produit, il y a **DANGER d'EXTERNALISATIONS FUTURES**.

Il en va de même pour la station IFE (l'activité multimédias embarqués) de Toulouse vers Singapour alors que des investissements à hauteur de plusieurs M€ ont été réalisés.

200 postes en sous-traitance logicielle sont en cours de suppression avec pour objectif fin décembre 2009. Seule, la crise ne permet pas d'expliquer cette réduction de moitié de nos charges en six mois. Les sites étant devenus trop grands et trop nombreux, ce sont de nouvelles rationalisations qui vont être opérées. Pour le site de Meudon n'était-il pas envisagé de le vider en 2008, l'inertie n'est-elle pas convoitée par Safran, etc.

Ces restructurations interviennent au moment où les plans de charges des avionneurs sont assurés pour au moins 8 années. Nous ne pouvons pas laisser toute une industrie aux mains des actionnaires qui ne visent que leurs intérêts financiers. Tout au contraire, nous voulons qu'aéronautique rime avec création d'emplois de toutes catégories pour assurer un réel développement des bassins d'emplois. Contrairement à ce que prétend François QUENTIN, l'envoyé de DASSAULT, la Division Aéronautique a besoin de Thav pour exister.

C'est pour toutes ces raisons que nous allons entamer toute une série d'initiatives visant à bâtir des contre-propositions avec les salariés, les organisations syndicales de Thales Avionics, de la division Aéronautique. Mais aussi la population ainsi que leurs représentants locaux et nationaux pour soutenir une autre politique industrielle.

Les investissements importants réalisés ont généré des réductions d'impôts conséquentes. Les aides obtenues des Régions, de l'Etat (exemple : Crédit Impôt Recherche) et de l'Europe doivent servir l'emploi en France.

«il n'y aura pas de délocalisation pendant la période de crise» ; l'engagement du Président de la République vole encore en éclats. **Encore une fois ce sont les salariés qui trinqueront sur l'autel du profit...**

La CGT se prononce pour une autre logique :

L'urgence d'une grande politique industrielle pilotée par les pouvoirs publics.

Donner la priorité à une politique industrielle cohérente liant son développement aux besoins économiques et sociaux des hommes, des régions et des pays. C'est un leurre de penser que les actionnaires et en premier lieu les fonds spéculatifs peuvent impulser une telle démarche.

Cela comporte sans doute une implication en termes de financements, mais conditionnée à des exigences de développement de l'emploi et de la formation des salariés, de coopérations industrielles, de recherche et d'investissements créateurs de richesses et utiles pour les équilibres régionaux et les gens qui y vivent.

Sortir de l'exigence prioritaire et folle de création de valeur pour l'actionnaire

Des plans d'embauches ambitieux dans toutes les catégories

Des investissements dans l'outil industriel et la R&D, la formation, les conditions de travail

De réelles politiques salariales, reconnaissant la qualification et élevant le pouvoir d'achat

Un réel dialogue social, une transparence de l'information et des décisions, des droits d'intervention des personnels dans l'organisation du travail et de l'entreprise